



WORLD BANK GROUP

Coopération Banque Mondiale - Royaume du Maroc: Financer la résilience au niveau national et local

**L'expérience du fonds de lutte contre les effets des catastrophes
naturelles (FLCN)**

Axel Baeumler
Banque mondiale

Coopération Banque mondiale - Maroc

- La BM et le Gouvernement du Maroc ont **travaillé sur la gestion des risques depuis 2008**, y compris les risques des catastrophes naturelles
- Un élément important dans la coopération était **le développement d'un modèle probabiliste des risques (MnhPRA)** qui a quantifié l'impact économique et social des risques des catastrophes naturelles dans tout le territoire au Maroc
- Depuis 2014, la BM a intensifié sa collaboration avec le Ministère de l'Intérieur pour l'appuyer dans la réforme du **Fonds de Lutte contre les Catastrophes Naturelles**.
- En 2016, la BM a approuvé un nouveau prêt de **200 millions de dollars** en soutien à la mise en œuvre de la réforme des politiques de gestion des risques de catastrophes naturelles au Maroc

Impact des Catastrophes Naturelles

Evaluation probabiliste de l'impact économique (MnhPRA):

	Impact – Evenements extrêmes (millions DH)	PIB (%)
Séismes	155,114	19.4%
Inondations	49,638	6.2%
Tsunamis	85,263	10.7%



Prêt 200 million \$ US: Gestion Intégrée des Risques de Catastrophes Naturelles et de la Résilience

1. La promotion de la réforme institutionnelle et du renforcement de capacités

- ❑ Une structure de gouvernance améliorée pour le FLCN et un processus plus transparent d'allocation de financement

2. Incitation au développement des activités de réduction des risques de catastrophes naturelles

- ❑ Un co-financement par le FLCN d'activités de la prévention des risques (structurels ou non structurel) menées par des acteurs locaux et nationaux

3. Amélioration du financement et de l'assurance contre les risques de catastrophes naturelles

- ❑ Un programme national d'assurance contre les événements catastrophiques afin d'assurer 6 millions de personnes au Maroc

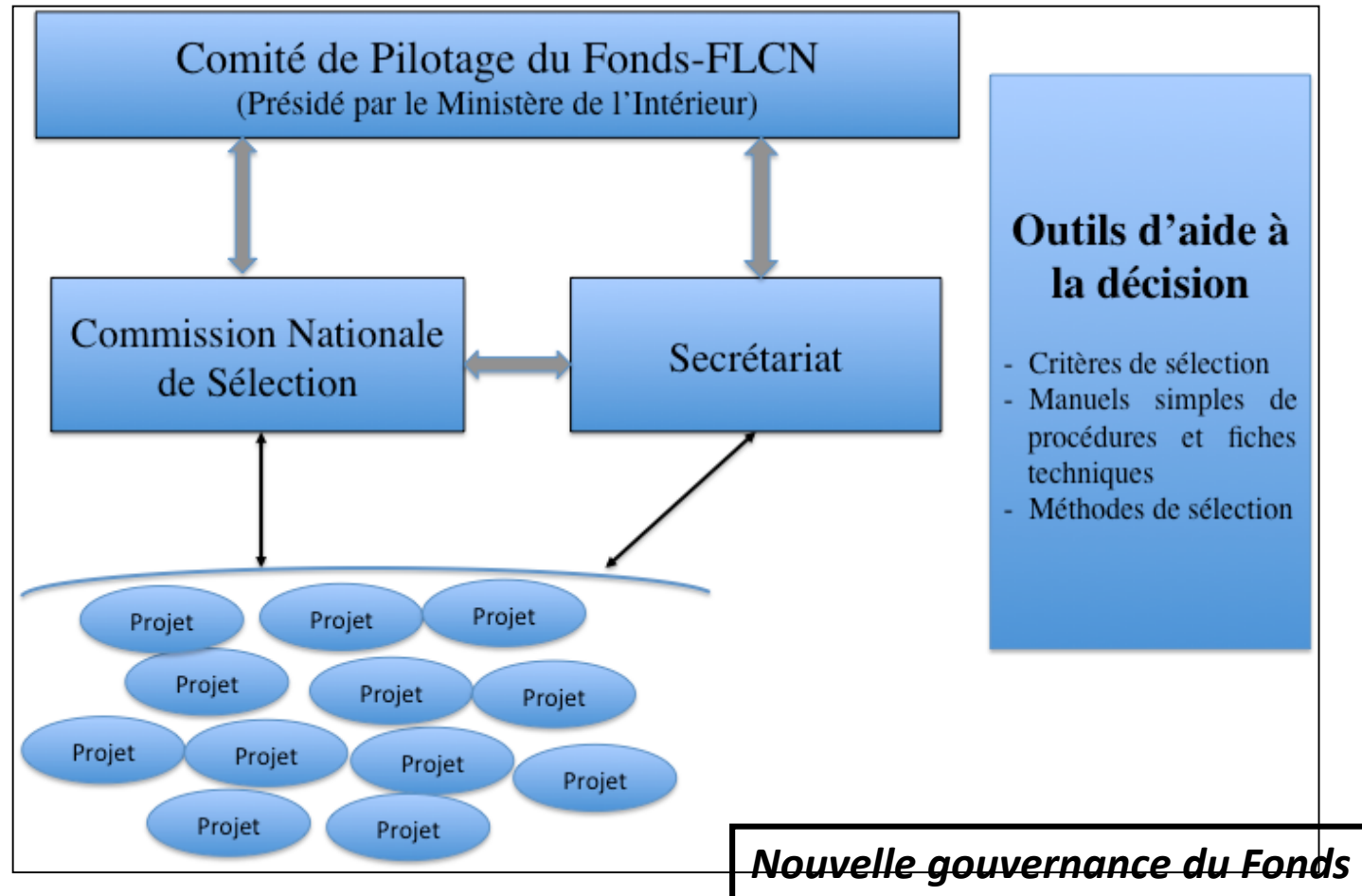
Les Objectifs de la Réforme du FLCN

- Le FLCN est un fonds créé en 2009 en réponse à une série de catastrophes naturelles au Maroc:
 - Un instrument financier dédié à la gestion des risques naturels, en particulier les actions de réparation et de gestion de crise (ex-post)
 - Environ 200 millions de dollars pour le premier programme d'allocation 2009-2012
- Trois leçons de la 1^{er} période 2009-2012:
 - Une **approche sectorielle** : on a constaté une fragmentation des projets de gestion des risques menés sans coordination entre les différents secteurs et départements
 - Une **approche centralisé** : on a constaté l'absence de rôle important des collectivités locales
 - Une **approche d'intervention ex-post** : on a constaté les actions financés par le FLCN étaient beaucoup axées sur la gestion de crise et les réparations

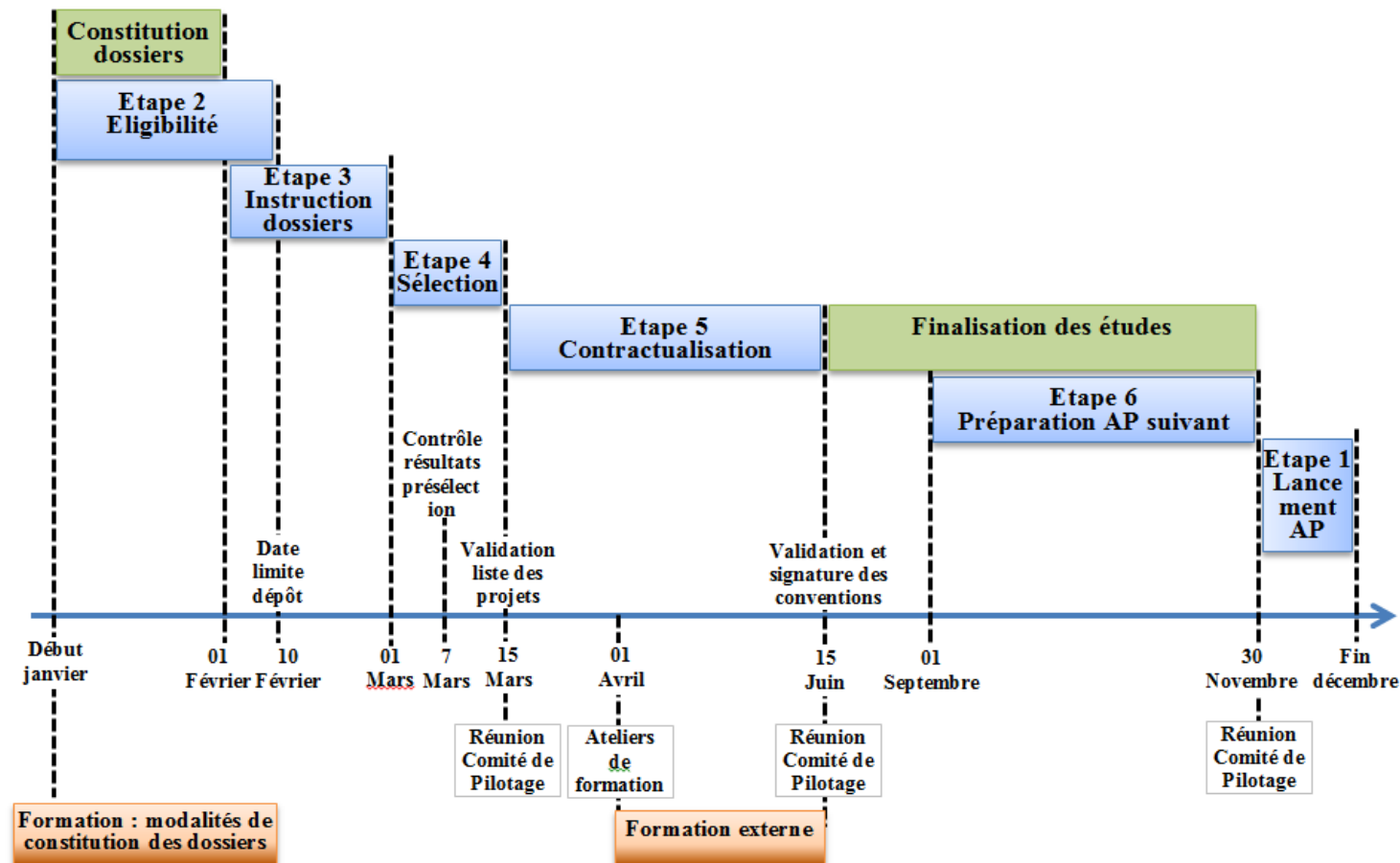
Le “FLCN Reformé” – un Fonds National pour la Résilience

- Le tournant stratégique en 2014 - la nouvelle approche:
 - Une approche orientée sur **la prévention** plus que sur l'intervention ex-post
 - Vue l'évidence que les projets de prévention ex ante pourraient produire un **retour sur investissement tout-à-fait significatif pour le gouvernement**
 - Une approche qui met l'accent sur les **actions au niveau local et les collectivités territoriales**
 - Vue l'évidence que l'impact des catastrophes naturelle est ressentie plus fortement au niveau local en particulier dans les villes
 - Une **amélioration de la gouvernance du FLCN** et un processus **d'allocation des ressources plus transparents**, à travers un processus d' « **Appel à Projets** » annuel
 - Un **principe du co-financement** des projets permet une répartition des coûts entre plusieurs entités: financement de 50 à 70% du coût des projets par le FLCN

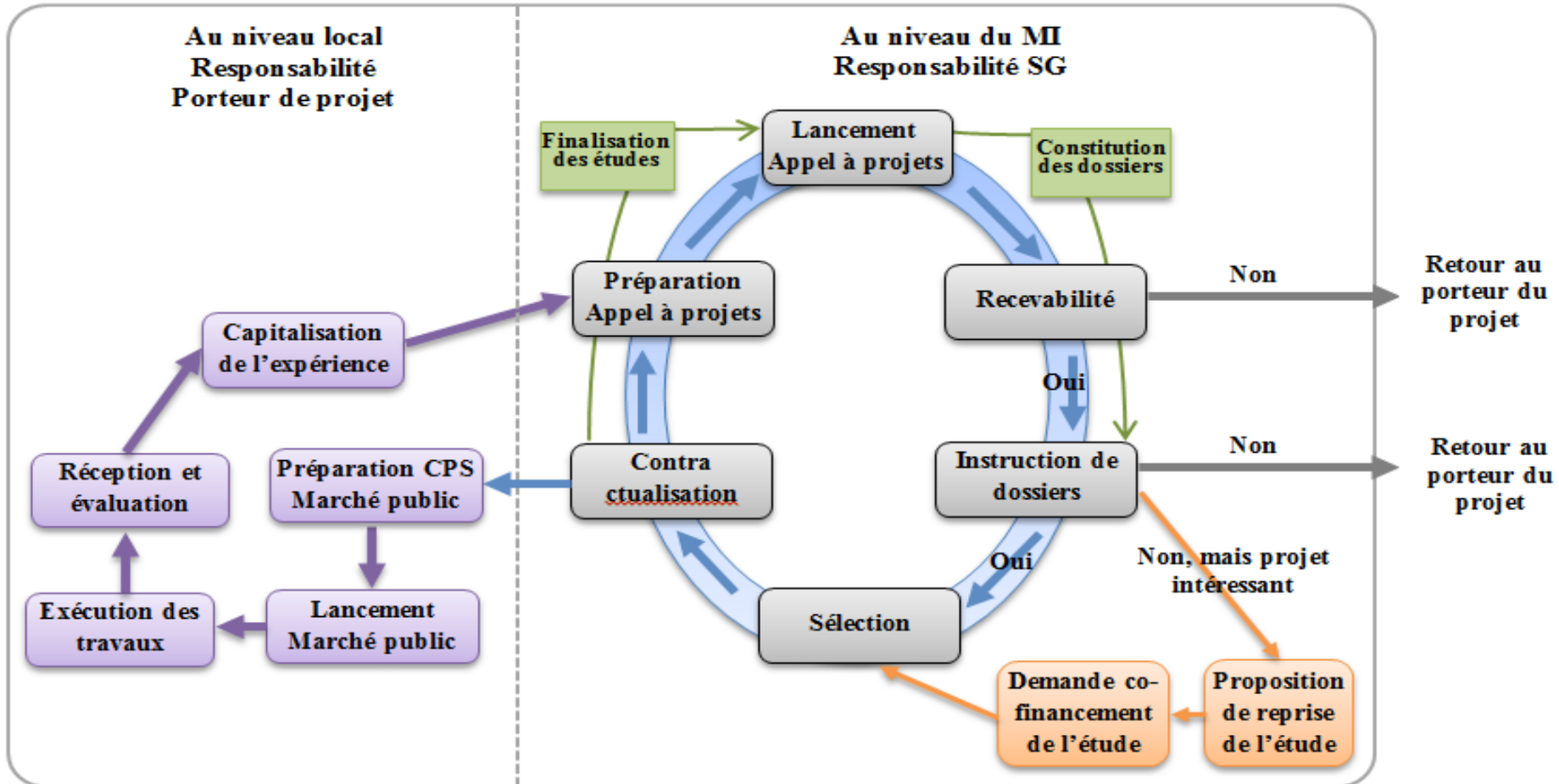
La Gouvernance du “FLCN Reformé”



Le Cycle de “l’Appel à Projets” : Le Processus commence ce Nov pour 2017



Le Processus “Learning by Doing”



Type de Projets a Financer: Seulement des Projets de PREVENTION!

Projets Structurels

- Infrastructures de protection contre les inondations
- Elévation des infrastructures publiques exposées aux inondations (bâtiments publics, ponts, aéroports, ports, etc.).
- Mise à niveau parasismique de bâtiments publics
- Stabilisation ou confortement des sols exposés aux risques de glissements de terrain ou d'érosion.
- Infrastructures de prévention de l'érosion côtière (renforcement des barrières naturelles, digues)

Projets Non-structurels

- Plans de réduction des risques de catastrophes naturelles pour un territoire pertinent
- Plan détaillé d'alerte, d'évacuation et de gestion de crise
- Amélioration des réglementations pour renforcer la résilience et structure dédiée pour suivre l'application de ces réglementations (zonage, codes de construction, etc.).
- Cartographie des risques pour identifier plus précisément les zones à risques d'inondations, etc.
- Systèmes d'alerte précoce

Critères d'Eligibilité et de Sélection

❑ Il y a 3 critères d'éligibilité:

- i) le porteur du projet doit être un département ministériel, un établissement public, une entreprise publique ou une **Collectivité territoriale** ; ii) la demande de co-financement doit respecter un certain plafond (% et valeur absolue); iii) Les mesures prévues ne portent pas d'atteintes négatives importantes sur la population et l'environnement et l'assiette foncière du projet est totalement assainie.

❑ 5 Critères de sélection :

1. ***La réduction des risques*** de catastrophe naturelle avec des résultats anticipés **clairement définis** (**Critère de Pertinence**)
2. ***Une étude technique viable*** et mise à jour est disponible (**Critères de Faisabilité**)
3. ***Les coûts estimatifs*** sont adéquats et correctement justifiés (**Critère Financier et Economique**)
4. ***L'impact environnemental et social*** est évalué selon un canevas préétabli (**Critère environnemental et Social**)
5. ***Un partenariat*** couvrant la totalité des besoins du sous-projet est clairement établi (**Critère de Coopération et de Partenariat**)

Co-financement et Montant des financements

- ❑ **Co-financement des projets de réduction des risques par la voie de l'Appel à projet**
 - ❑ 15 millions de dollars (150 mi DH) seront alloués annuellement pour financer des projets éligibles au financement FLCN – pour 2017 plus!
 - ❑ Ce co-financement fera effet de levier pour d'autres sources de financement: Le FLCN contribuera jusqu'à 50 à 70% du cout total des projets éligibles
 - ❑ Au moins 10% des ressources du FLCN sera alloué à des projets non-structurels
- ❑ Certains projets seront co-financés par le FLCN en dehors de l'appel sous certaines conditions (et à condition que pas plus de 20% des ressources du FLCN ne soit alloué à ces projets)

Une nouvelle politique de gestion des risques de catastrophes au Maroc

- Cette coopération entre le Gouvernement du Maroc et la BM s'inscrit dans un **moment général de réflexion et de changement de vision** concernant les politiques de gestion des risques de catastrophes naturelles au Maroc:
- La publication de plusieurs études en 2016: **l'étude de l'OCDE** sur la Gestion des risques au Maroc, le rapport de la **Cour des Comptes** relatif à l'évaluation de la gestion des catastrophes naturelles.
- La dynamique de la **COP22**!

>>>>> La volonté du Gouvernement du Maroc de développer une Stratégie Nationale de Gestion Intégrée des risques de Catastrophes Naturelles et de la Résilience: cette stratégie sera alimentée en partie par l'expérience du fonds FLCN.



WORLD BANK GROUP

Merci pour votre attention!

شكرا !
